

Rapport

Kotka,
Finlande,
12-16 juin 2006

**Consultation d'Experts
sur l'Évaluation des
Ressources Forestières
Mondiales (ERF):
vers l'ERF 2010**

Rapport de la

**CONSULTATION D'EXPERTS SUR L'ÉVALUATION DES
RESSOURCES FORESTIÈRES MONDIALES:
VERS L'ERF 2010**

Kotka, Finlande

12-16 juin 2006

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Rome, 2006

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	6
OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES	6
PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	7
A. ÉVALUATION DE L'ERF 2005	7
B. ASPECTS GENERAUX DU PROCESSUS DE L'ERF	8
C. CONTENU ET COMPOSANTES DE L'ERF 2010.....	10
D. ASPECTS RELATIFS A LA MISE EN ŒUVRE.....	13
ACTIONS IMMEDIATES	14

SIGLES

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CENUE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CIRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
CMSC/PNUE	Centre mondial de surveillance de la conservation
COFO	Comité des forêts
ERF	Évaluation des ressources forestières mondiales
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
GDF	Gestion durable des forêts
INBAR	Réseau international sur le bambou et le rotin
IUFRO	Union internationale des instituts de recherche forestière
MCPFE	Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe
Metla	Institut finlandais de la recherche forestière
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OIT	Organisation internationale du travail
OTCA	Organisation du Traité de coopération amazonienne
PCF	Partenariat de collaboration sur les forêts
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SOFO	Situation des forêts du monde

Introduction

Le Programme d'Évaluation des ressources forestières mondiales (ERF) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a reçu des orientations techniques et un appui de spécialistes internationaux, dans le cadre de consultations d'experts organisées périodiquement par la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) au cours des vingt dernières années. La première consultation sur les évaluations des ressources forestières mondiales a eu lieu en 1987 et les suivantes ont été tenues en 1993, 1996 et 2002. Celle qui nous occupe actuellement, la cinquième, s'est déroulée du 12 au 16 juin 2006.

Toutes les consultations ont été accueillies par l'Institut finlandais de la recherche forestière (Metla) et se sont déroulées dans la ville de Kotka, en Finlande. C'est pourquoi, la présente consultation est appelée Kotka V.

Kotka V avait pour objet de fournir des orientations pour l'ERF 2010, sur la base d'une évaluation de l'ERF 2005. Elle visait aussi à renforcer la collaboration avec d'autres organisations et processus d'établissement de rapports liés aux forêts, ainsi qu'à évaluer la nécessité d'insérer une composante de télédétection et à définir sa portée éventuelle, pour compléter les informations fournies dans les rapports nationaux.

Cette consultation a rassemblé au total 87 experts venus de 45 pays¹ et des organisations internationales et régionales suivantes (en plus de la FAO, de la CENUE et du Metla): les secrétariats de la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), le Centre mondial de surveillance de la conservation (CMSC/PNUE), le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO), le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR), l'Organisation du Traité de coopération amazonienne (OTCA), le Processus pour les forêts sèches d'Asie, la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (MCPFE) et le Processus de Tarapoto.

Objectifs et résultats escomptés

Kotka V avait deux principaux objectifs:

- fournir des orientations pour l'ERF 2010 – sur la base d'une évaluation approfondie de l'ERF 2005;
- renforcer la collaboration avec d'autres organisations et processus d'établissement de rapports liés aux forêts, en vue de regrouper les ressources et de rationaliser l'établissement des rapports.

¹ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bhoutan, Brésil, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, République démocratique du Congo, Etats-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iraq, Italie, Kenya, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Mexique, Myanmar, Nigéria, Nouvelle Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Uruguay et Viet Nam.

Quatre principaux résultats étaient escomptés :

1. identification des principaux besoins en information dans le domaine forestier – au niveau national et international;
2. indications sur le contenu et le processus de l'ERF 2010, y compris :
 - accord sur les tableaux de base des rapports nationaux;
 - identification d'études spéciales prioritaires;
 - accord sur la portée et l'approche d'une composante de télédétection proposée;
 - suggestions pour l'élaboration future d'une évaluation succincte de l'avancement vers la GDF;
 - identification des principaux partenaires et de leurs rôles;
3. recommandations pour promouvoir la création de réseaux entre correspondants nationaux; et
4. recommandations pour poursuivre l'harmonisation et la rationalisation des rapports sur les forêts – notamment suggestions sur les procédures et la périodicité futures de l'établissement des rapports.

Risto Seppälä a été élu président de la réunion et Paul Drichi (Ouganda), Rodney Keenan (Australie), Ewald Rametsteiner (Autriche) et Alberto Sandoval (Mexique) ont été élus co-présidents.

Principales conclusions et recommandations

A. Évaluation de l'ERF 2005

- L'ERF 2005 est l'évaluation la plus complète et détaillée à ce jour, en termes de portée et de nombre de pays couverts. Plus de 800 spécialistes y ont participé sur une période de 4 ans.
- Les 172 correspondants nationaux officiellement désignés ont contribué de façon décisive au succès du processus de l'ERF 2005, permis une meilleure utilisation des données existantes (meilleures estimations, capacité améliorée) et donné aux pays le sentiment que le processus leur appartenait. Le processus prenait cependant beaucoup de temps et nécessitait d'importantes ressources extrabudgétaires.
- Le groupe consultatif de l'ERF a fourni un appui et des avis tout au long du processus, mais il aurait pu être associé plus étroitement à l'examen des conclusions clés et du rapport principal, avant la publication.
- Un questionnaire d'évaluation a été envoyé à tous les correspondants nationaux, au groupe consultatif et au personnel concerné de la FAO. Au total, 130 réponses ont été reçues, avec de nombreuses observations et suggestions précieuses pour apporter des améliorations.
- Les dix ateliers sous-régionaux tenus dans le cadre de l'ERF 2005 ont facilité la compilation des rapports nationaux et l'échange d'expériences, et l'interaction étroite avec les points focaux régionaux au Siège et dans les bureaux régionaux et sous-régionaux de la FAO a été jugée très utile.
- Plusieurs participants ont signalé que l'ERF 2005 stimulait le dialogue au niveau national et incitait à mettre à jour les données nationales et à analyser les informations existantes de diverses manières, ainsi qu'à renforcer la coordination nationale.

- D'autres ont fait état d'un appui inadéquat par rapport à la tâche à exécuter, au niveau national.
- Certains tableaux étaient à revoir, en raison d'une conception inadéquate ou du manque d'informations, en particulier ceux relatifs aux caractéristiques et à la désignation des forêts, à la santé et à la vitalité des forêts et à la quantité et à la valeur des produits forestiers non ligneux.
- Des problèmes liés à l'exactitude et à la fiabilité des informations, au moment des demandes d'information, aux résultats et à l'actualité des données ont été mis en avant.
- Les participants ont noté que des améliorations pouvaient être apportées dans un certain nombre de domaines (voir recommandations ci-après).

La Réunion a reconnu l'important travail fourni par les correspondants nationaux pour préparer les rapports de pays, félicité la FAO et ses principaux partenaires pour avoir achevé l'ERF 2005 à temps et **recommandé que les principaux résultats de l'ERF 2005 soient évalués par les utilisateurs une fois que le rapport principal aurait été diffusé dans toutes les langues de travail des Nations Unies.**

Il a également été recommandé de continuer à promouvoir la diffusion et l'utilisation des rapports nationaux.

B. Aspects généraux du processus de l'ERF

- **Il a été recommandé de concevoir une stratégie à plus long terme (> 15 ans) pour l'ERF.** Cette stratégie devrait inclure une analyse du rôle et des avantages des réseaux régionaux et des rapports régionaux, le calendrier et les modalités des rapports futurs, et présenter des options pour la poursuite de la rationalisation de l'établissement des rapports sur les forêts au niveau international. **Cette stratégie devrait être présentée au COFO 2007, pour approbation.**
- **Il a été recommandé que la FAO continue à appuyer le renforcement des capacités liées à l'ERF, les évaluations forestières nationales, et d'autres activités en rapport avec le suivi, l'évaluation et l'établissement des rapports sur les ressources forestières.**
- **La prochaine évaluation des ressources forestières mondiales devrait se baser sur 1990, 2000 et 2010 comme principales années de rapports, et produire ses principaux résultats en 2010.**

Couverture

- L'utilisation des éléments thématiques de la gestion durable des forêts, comme cadre pour l'établissement des rapports de l'ERF 2005 a accru la pertinence du processus. **La réunion a recommandé de conserver ce cadre pour l'élaboration des rapports de l'ERF 2010, en ajoutant un septième élément thématique sur le cadre juridique, politique et institutionnel.** Il a été souligné que l'ERF ne représentait qu'une partie des rapports basés sur les sept éléments thématiques et qu'elle ne pouvait pas à elle seule fournir une analyse exhaustive de l'avancement vers la gestion durable des forêts.
- Les rapports de l'ERF portent principalement sur la situation et les tendances des *ressources forestières*, leur gestion, leurs utilisations et les services qu'elles procurent, qui peuvent aussi être définies comme incluant la production primaire de tous les biens

et services forestiers, sur toutes les terres. Les ressources forestières couvertes par l'ERF incluent les forêts, les autres terres boisées et les arbres hors forêts.

- L'une des principales fonctions de l'ERF est d'offrir une plateforme mondiale pour signaler des informations essentielles et fiables sur les ressources forestières, qui peuvent être utilisées par divers processus internationaux et nationaux et être utiles pour évaluer les progrès accomplis sur la voie de la gestion durable des forêts.

Apports

- Les informations qui figurent dans les rapports nationaux soumis par les pays individuels ont été l'ossature de l'ERF et devraient le rester. Ces informations sont en grande partie issues des inventaires forestiers nationaux ou obtenues par télédétection. D'autres études, notamment des études spéciales sur des thèmes sélectionnés et la composante de télédétection proposée devraient être considérées comme des activités accessoires, et complémentaires aux rapports nationaux.
- Il a été noté que la participation accrue des pays et le réseau des correspondants nationaux avaient été des facteurs clés du succès de l'ERF 2005. ***Il a été recommandé que le réseau de correspondants nationaux soit maintenu et, si possible, renforcé pour les évaluations futures et entre les périodes d'établissement des rapports, et que les réseaux régionaux reçoivent un appui des pays et de la FAO.***
- Le rôle de l'ERF pour stimuler le dialogue et les réseaux nationaux et régionaux a été souligné comme une caractéristique majeure du processus. Ces réseaux sont importants, aussi bien pour améliorer l'établissement des rapports de l'ERF que pour créer des synergies avec d'autres processus.
- ***La collaboration avec d'autres processus et organisations devrait être améliorée encore en vue de regrouper les ressources et les compétences et d'alléger le travail des pays pour l'établissement des rapports.***
- ***Il a été recommandé de limiter les changements que l'on apporterait aux variables existantes. Le choix des variables additionnelles à inclure se fera en fonction des besoins d'information aux niveaux régional et mondial, de la faisabilité et de l'avantage comparatif de l'ERF pour fournir les informations..***

Résultats

- La publication du rapport ERF sous forme de livre contribue à maintenir l'identité et la forte visibilité du processus et justifie les efforts que font les pays pour soumettre leurs rapports en temps voulu, mais elle a des inconvénients: cela peut créer des confusions avec d'autres rapports (comme le SOFO), la valeur analytique peut être limitée et la publication d'un rapport indépendant revient cher.
- L'autre alternative serait de produire un document commun pour la prochaine évaluation. Le rapport biennal SOFO pourrait fournir des informations à jour sur des variables essentielles, et cette approche a été soutenue à condition de tenir compte des considérations qui précèdent. Il a été souligné que la valeur et la pertinence du SOFO seraient améliorées et que l'image et la visibilité de l'ERF pourraient être rehaussées.
- ***La réunion a recommandé de promouvoir l'établissement des rapports en ligne et d'étudier les possibilités de faire des rapports en continu et de rationaliser la collecte des données et l'établissement des rapports, grâce aux applications Internet.***
- ***Tous les résultats de l'ERF devraient être mieux commercialisés, en mettant l'accent en particulier sur la dimension de contrôle de qualité.***
- ***La possibilité d'établir des rapports régionaux devrait être explorée.***

C. Contenu et composantes de l'ERF 2010

Les participants ont recommandé que l'ERF 2010 repose sur les rapports de pays, complétés par des études spéciales sur des questions spécifiques et une composante de télédétection.

Variables à inclure, par élément thématique

Le contenu proposé pour l'ERF 2010 a été examiné en détail et les recommandations suivantes ont été faites:

Étendue des ressources forestières

- Le tableau actuel (T1) sur l'étendue des ressources forestières devrait être maintenu tel quel.
- Les variables « autres terres boisées » et « autres terres avec des arbres » devraient être expliquées clairement.
- L'ERF devrait comprendre une évaluation des composantes de la variation du couvert forestier, à savoir la déforestation, les boisements et l'expansion naturelle des forêts aux niveaux régional et mondial.
- L'ERF devrait fournir des informations sur la distribution spatiale des « forêts » et des « autres terres boisées ».
- Une équipe spéciale et un groupe de travail devraient être établis pour définir la portée d'une étude thématique sur l'évaluation et le suivi des arbres hors forêts.
- L'ERF devrait fournir des données sur la superficie forestière, ventilées par zones écologiques et par grands types de forêts.
- D'autres études devraient être entreprises pour définir les modalités d'obtention des informations sur les caractéristiques des forêts, notamment sur leur dégradation.
- Les variables nécessaires pour évaluer la superficie de forêts sous aménagement durable devraient être examinées.
- Le tableau sur les fonctions assignées aux forêts devrait être revu.
- L'ERF devrait continuer à fournir des données sur le matériel sur pied, la biomasse et le carbone.

Diversité biologique

- L'ERF 2010 devrait fournir les informations forestières requises pour évaluer l'avancement vers la réalisation de l'objectif de biodiversité de 2010 de la Convention sur la diversité biologique.
- Les variables actuelles sur la diversité biologique des écosystèmes et des espèces devraient être maintenues.
- Il conviendrait de revoir les méthodes d'établissement des rapports concernant:
 - la superficie de forêts situées dans des zones protégées et l'efficacité de leur gestion, et
 - l'évolution de la diversité génétique des espèces forestières.

Santé et vitalité des forêts

- Il faudrait maintenir les catégories actuelles, et ajouter d'autres facteurs subdivisés en perturbations abiotiques (liées aux conditions météorologiques) et biotiques pour faciliter l'analyse.

- Des informations sur la superficie affectée par des espèces exotiques envahissantes devraient être incluses.
- Des informations complémentaires sur l'étendue des feux de forêts dans les écosystèmes forestiers, aux niveaux régional et mondial, pourraient être obtenues par télédétection.

Fonctions productives des ressources forestières

- Les variables actuelles devraient être maintenues, avec des modifications mineures et quelques éclaircissements et exemples supplémentaires.
- Les rapports sur les enlèvements de bois devraient être maintenus aussi bien pour l'ERF que pour le Questionnaire commun sur le secteur forestier. Il a été demandé aux correspondants nationaux d'assurer la coordination des rapports concernant ces deux processus, au niveau national.
- La « superficie disponible pour l'approvisionnement en bois » est une variable importante, qui devrait être incluse.
- Des études thématiques spéciales devraient être effectuées pour évaluer des questions comme la production durable de bois et l'ampleur des enlèvements de bois de feu et de produits forestiers non ligneux, dans le secteur informel.

Fonctions de protection des ressources forestières

- Des informations pourraient être obtenues sur les superficies affectées à la protection des sols, des ressources en eau et des infrastructures (forêts ripariennes, forêts situées sur des versants abrupts, des dunes de sable, dans des zones côtières, ou mangroves), où l'exploitation est limitée, par la loi, par une obligation contractuelle, par une prescription de gestion, ou par un accord informel quelconque.
- D'autres recherches devraient être entreprises pour identifier des variables additionnelles appropriées sur ce thème.

Fonctions socio-économiques

- Les variables existantes devraient être maintenues, avec quelques modifications mineures;
- Une étude thématique devrait être entreprise en vue de mettre au point une approche structurée pour faire des estimations plus complètes des valeurs environnementales, sociales et économiques.
- Une étude spéciale sur l'emploi devrait être entreprise.

Cadre juridique, politique et institutionnel

- Les rapports sur la structure de la propriété devraient être maintenus, mais les catégories devraient être plus détaillées et il faudrait ajouter un tableau sur les régimes fonciers ou les droits de gestion des forêts de propriété publique.
- Des variables relatives au cadre juridique, politique et institutionnel devraient être incluses dans l'ERF 2010, car cet élément est essentiel pour évaluer l'avancement vers la gestion durable des forêts. Ces variables devraient être soumises aux mêmes normes d'objectivité et de contrôle de qualité que les autres données de l'ERF et elles devraient permettre de construire une synthèse régionale et mondiale. Vu la difficulté d'identifier et de définir des variables répondant à ces exigences, une étude spéciale devrait être entreprise.
- Une étude spéciale (équipe de travail) devrait aussi être entreprise pour identifier plus clairement les catégories de propriété et de jouissance, y compris celles des

populations indigènes et tribales. Ces dernières devraient être définies, en respectant le libellé employé dans la convention pertinente de l'OIT.

- Étant donné que la gestion durable des forêts devrait aussi être économiquement viable, le groupe a estimé que l'ERF 2010 ne devrait pas se limiter à demander des informations sur les paiements prélevés sur des fonds publics ou l'aide au développement, mais chercher à obtenir des renseignements sur toutes les sources de recettes.

Appui à la télédétection

La « Proposition en faveur de la télédétection » préconise une méthodologie faisant appel à la télédétection, en combinaison avec d'autres informations et compétences locales, pour fournir des estimations mondiales et régionales des boisements ou de l'expansion des forêts et de la déforestation au fil du temps. Ces estimations sont demandées par bon nombre de conventions et de processus internationaux, et elles font actuellement défaut. Le projet offrirait une possibilité de transférer des technologies et de renforcer les capacités dans des pays qui manquent de ressources ou qui ont une expérience limitée de la surveillance des forêts.

La réunion a recommandé qu'une composante de télédétection soit incluse dans l'ERF 201, pour fournir des informations complémentaires sur la distribution spatiale des forêts, sur le couvert forestier et végétal et sur la dynamique des changements d'affectation des terres aussi bien au niveau des biomes, qu'à l'échelle régionale et mondiale.

Elle a en outre recommandé que la mise en œuvre du projet soit intégrée dans, ou coordonnée avec, les initiatives de suivi et l'inventaire forestier national existants pour éviter des résultats contradictoires, et que les correspondants nationaux de l'ERF examinent les résultats.

Il a été recommandé que, pour obtenir des informations sur la déforestation et les boisements ou l'expansion des forêts, la FAO les demande directement aux pays qui possèdent déjà ces informations, ou les recherche, si elles sont disponibles, dans des rapports adressés à d'autres organisations internationales, plutôt que de mettre en œuvre le projet dans ces zones.

Il a été demandé que le projet énonce clairement les limites de confiance et les restrictions d'échelle des résultats et dissuade fortement de présenter des cartes ou des résultats ne s'inscrivant pas dans ces limites. L'accès aux statistiques produites par le projet devrait être accordé uniquement à un niveau régional ou plus élevé, mais pas aux pays individuels.

Quelques participants ont demandé un délai supplémentaire pour étudier plus à fond la proposition et consulter des collègues dans leurs pays. **Il a été convenu que** d'autres contributions écrites de correspondants nationaux seraient prises en considération dans la conception du projet et il **a été demandé** que les éventuelles observations supplémentaires des correspondants nationaux soient communiquées à la FAO le 31 juillet 2006 au plus tard.

Études spéciales

Un certain nombre de sujets importants sur lesquels on dispose de données limitées ont été identifiés, et une longue liste d'études spéciales possibles a été établie.

Il a été recommandé d'examiner la liste des études thématiques proposées en vue d'établir des priorités et d'identifier des partenaires potentiels.

Évaluation succincte

Les participants ont souligné qu'il était important d'être en mesure de présenter une synthèse des principaux résultats de l'ERF 2010 aux décideurs et au grand public.

Il a été recommandé que la structure d'une synthèse – ayant les mêmes objectifs que les « feux de circulation » inclus dans l'ERF 2005 – soit intégrée dans l'ERF 2010 dès le départ.

D. Aspects relatifs à la mise en œuvre

L'organisation actuelle a bien fonctionné, la FAO guidant le processus avec l'appui de la CENUE, mais les partenariats avec d'autres organisations pourraient être encore renforcés – y compris pour la composante de télédétection proposée.

Les participants ont recommandé ce qui suit pour la mise en œuvre :

Réseau de correspondants nationaux

La Réunion a souligné le rôle crucial du réseau de correspondants nationaux dans le processus de l'ERF et la nécessité d'un appui politique et financier adéquat au niveau national pour la collecte, l'analyse, et la notification des données.

Il a été noté que la désignation officielle des correspondants nationaux était considérée comme une caractéristique importante du réseau.

Quelques initiatives régionales existantes peuvent faciliter les échanges d'expériences et la collaboration entre les pays et les régions.

La Réunion a vivement recommandé de maintenir et de renforcer le réseau de correspondants nationaux, y compris l'appui aux réseaux régionaux.

Un correspondant national officiellement désigné devrait être responsable de l'ensemble du rapport national pour l'ERF. Il a en outre été suggéré qu'un correspondant national suppléant soit désigné, de manière à garantir la continuité du processus. Il conviendrait promouvoir la collaboration entre les points focaux des divers processus d'établissement des rapports sur les forêts, au sein des pays.

La FAO devrait définir clairement les mandats des correspondants nationaux, notamment leur rôle dans la diffusion de l'information, et les aider à obtenir l'appui politique et financier nécessaire pour s'acquitter de leurs fonctions.

Le Groupe consultatif de l'ERF

Le Groupe consultatif devrait continuer à fournir des orientations au processus de l'ERF et intervenir dans la finalisation des spécifications relatives à l'établissement des rapports et de la composante de télédétection proposée, ainsi que dans l'examen de l'avancement vers l'ERF 2010 et dans l'analyse des résultats préliminaires avant la publication.

Collaboration avec d'autres organisations et processus d'établissement des rapports liés aux forêts

Les organisations participant au Kotka V (CDB, CCNUCC, FNUF, OIBT, MCPFE, CMSC/PNUE, Banque mondiale, INBAR, CIRAF, PNUE, OTCA et IUFRO) ont souligné les avantages qu'elles avaient tirés de l'ERF 2005, et offert de contribuer aux ERF futures en fournissant des informations pertinentes, et d'indiquer leurs besoins spécifiques pour promouvoir la rationalisation de l'établissement des rapports. Les organisations devraient examiner en concertation les questions relatives à l'établissement des rapports, les définitions et le calendrier. Elles ont demandé que soient élaborés des indicateurs de base pour la plateforme mondiale de l'ERF, en consultation avec les organisations pertinentes, et ont suggéré d'élaborer la composante de télédétection de l'ERF et de soumettre les rapports nationaux à un processus de consultation des parties prenantes pour renforcer la crédibilité des données de l'ERF.

La Réunion a recommandé de maintenir et de renforcer la collaboration avec des organisations forestières, telles que les membres du PCF, avec les processus relatifs aux critères et indicateurs et avec la communauté de télédétection.

Ressources requises

Des ressources extrabudgétaires substantielles sont nécessaires pour mettre en œuvre l'ERF 2010. ***Il a été recommandé que la FAO prépare un budget et une proposition de financement pour l'ERF 2010 avant la prochaine réunion du Comité des forêts de la FAO (mars 2007) et qu'elle soumette des propositions aux donateurs et partenaires potentiels.***

Actions immédiates

Les mesures à prendre dans l'immédiat ont été identifiées comme suit:

- ***La stratégie à long terme devrait être élaborée en collaboration avec le groupe consultatif de l'ERF***
- ***La FAO devrait finaliser les spécifications relatives à l'établissement des rapports pour l'ERF 2010, en consultation avec le Groupe consultatif et le réseau de correspondants nationaux de l'ERF.***
- ***Il conviendrait d'organiser de nouvelles consultations, avec le groupe consultatif et le réseau de correspondants nationaux de l'ERF, sur les spécifications techniques de la composante de télédétection et sur le rôle des partenaires potentiels.***
- ***Une proposition d'appui à la mise en œuvre de l'ERF 2010 devrait être préparée et soumise aux donateurs et partenaires potentiels.***
- ***Le résultat de Kotka V, le document de stratégie et les propositions concernant l'ERF 2010 devraient être présentés au COFO en mars 2007, pour approbation.***
- ***La FAO devrait envoyer une lettre aux chefs des départements forestiers de tous les pays, reconnaissant la contribution cruciale des correspondants nationaux et leur demandant de désigner un correspondant national, ainsi qu'un suppléant, pour l'établissement du rapport de l'ERF 2010. Les mandats des correspondants nationaux devraient être joints à cet envoi, et il devrait être précisé que l'on prévoit un volume de travail plus important en 2008.***